N° 11-626-X au catalogue — N° 043
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-23332-1

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2015

par Cyndi Bloskie, Sean Clarke et Guy Gellatly,
Direction des études analytiques

Date de diffusion : le 7 mai 2015

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens »

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2015

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2015

par Cyndi Bloskie, Sean Clarke et Guy Gellatly, Direction des études analytiques

Cet article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but de fournir des renseignements sur les nouveautés observées au sein de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements dans les données économiques à la fin de 2014 et au début de 2015. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce rapport sont fondés sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées dans CANSIM à compter du 5 mai 2015.

Aperçu

Le déclin des prix du pétrole au second semestre de 2014 et au début de 2015 a coïncidé avec des fluctuations importantes des prix à la production et des prix à la consommation, du commerce de marchandises, des ventes au détail et des ventes des fabricants, de même que dans les secteurs liés à l'énergie. L'incidence de la baisse des prix du pétrole brut et du pétrole sur les cours des matières premières et sur les prix des produits industriels s'est accentuée à la fin de 2014 et au début de 2015, tandis que le taux d'inflation des prix à la consommation publié est descendu à 1,5 % en décembre, puis à 1,0 % en janvier et en février, sous l'effet de la diminution des prix de l'essence d'une année à l'autre. Ce fléchissement des prix de l'essence a aussi eu comme effet de tempérer les dépenses dans les commerces de détail.

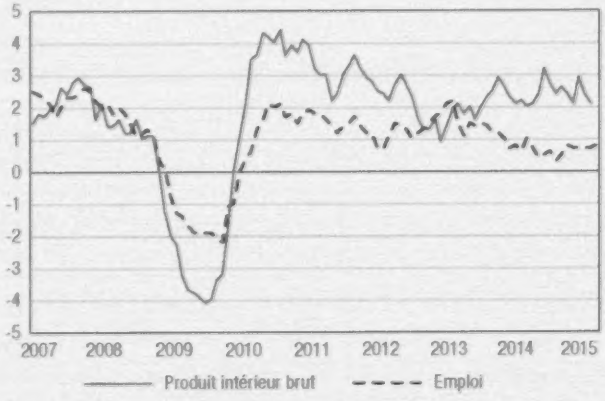
Les exportations de pétrole brut et de bitume brut à la fin de l'année étaient inférieures de 33 % à celles de juin, l'économie ayant terminé l'année avec trois déficits commerciaux mensuels consécutifs. Les exportations de pétrole brut et de bitume brut ont continué à diminuer au cours de janvier à mars; elles étaient de 25 % plus basses en mars qu'en décembre 2014.

La production de pétrole par des méthodes non classiques a augmenté au cours de l'automne de 2014 avant de fléchir vers la fin de l'année. En janvier, la production réelle de pétrole par des méthodes non classiques des industries d'extraction de pétrole a augmenté de 7,3 %, soit la plus forte hausse mensuelle depuis mars 2013. La production dans ce secteur était de 6,4 % plus élevée en janvier 2015 qu'en juin 2014, avant le recul marqué des prix du pétrole brut. L'extraction de pétrole par les mêmes méthodes a augmenté de 2,0 % en février.

Dans l'ensemble, la croissance économique a ralenti vers la fin de 2014, en raison de la contraction des exportations, qui avaient pourtant contribué de façon importante à la croissance aux deuxième et troisième trimestres. Les stocks et les dépenses des ménages ont soutenu la croissance à la fin de 2014, la production industrielle ayant continué d'augmenter plus rapidement que la création d'emplois. Après avoir connu une progression notable en septembre et en octobre, l'emploi est demeuré à peu près inchangé vers la fin de l'année. L'économie a présenté un repli en janvier, du fait de la baisse de production dans les industries du commerce de gros, de la fabrication et du commerce de détail. Le produit intérieur brut (PIB) réel n'a pas changé en février.

Graphique 1
Production et emploi

variation d'une année à l'autre
(pourcentage)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 282-0087 et 379-0031.

Ralentissement de la croissance économique en raison de la baisse des exportations à la fin de 2014

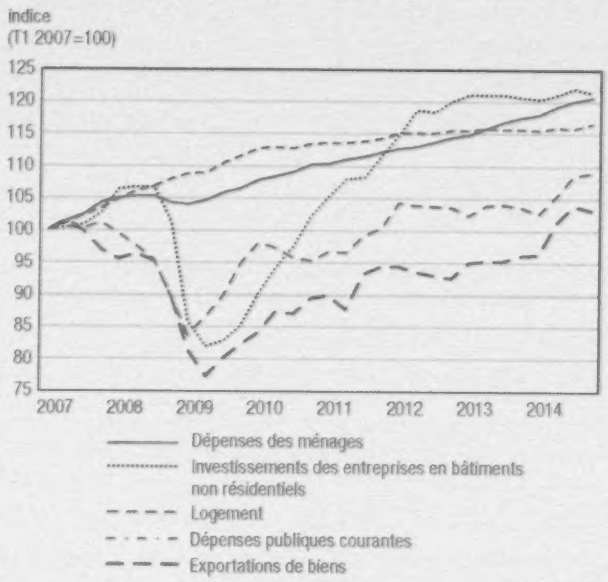
Le PIB réel a augmenté de 0,6 % au quatrième trimestre de 2014, après avoir crû de 0,8 % au trimestre précédent. L'augmentation des stocks des entreprises a soutenu la croissance vers la fin de l'année, notamment l'accroissement des stocks de véhicules automobiles dans les industries de détail. Les exportations de biens ont diminué de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la baisse des volumes de véhicules automobiles, de produits énergétiques, de produits agricoles et de produits alimentaires intermédiaires. Cela faisait suite à une hausse des volumes des exportations lors des deux trimestres précédents (5,1 % au deuxième trimestre et 2,7 % au troisième). Dans l'ensemble, les exportations de biens ont crû de 6,0 % en 2014, comparativement à une croissance de 2,1 % en 2013.

Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre, ce qui est légèrement inférieur au résultat du trimestre précédent (+0,6 %). Les dépenses en biens durables ont ralenti vers la fin de l'année, en raison de la baisse des achats de véhicules automobiles, ces derniers ayant soutenu les dépenses des ménages lors des deux trimestres précédents. Les investissements résidentiels ont eu aussi ralenti vers la fin de l'année. Au total, les dépenses des ménages ont augmenté de 2,8 % en 2014, contre 2,5 % en 2013.

Les investissements non résidentiels des entreprises ont diminué vers la fin de 2014 en raison de la baisse des investissements dans les bâtiments et des investissements en machines et en matériel. Ainsi, les investissements dans les bâtiments ont reculé de 0,5 % au quatrième trimestre, ce qui faisait suite à des hausses modestes lors des deux trimestres précédents. Pour leur part, les investissements en machines et en matériel, qui avaient augmenté de 2,2 % au troisième trimestre et de 1,3 % au deuxième, ont baissé de 0,8 % à la fin de l'année. Dans l'ensemble, les investissements en usines et en matériel ont peu changé en 2014 par rapport à 2013.

La productivité du travail dans le secteur des entreprises, qui avait progressé de 0,2 % au troisième trimestre, a peu changé au quatrième. La hausse de la productivité dans les secteurs de la finance et des assurances, du commerce de gros ainsi que de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, a été contrebalancée par la baisse survenue dans les secteurs du commerce de détail, de la construction et des services immobiliers. Au cours de l'ensemble de 2014, la productivité du travail a augmenté de 2,5 %, comparativement à une croissance de 1,1 % en 2013.

Graphique 2
Produit intérieur brut, agrégats sélectionnés



Note : T1: premier trimestre.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0064.

Le PIB nominal est demeuré inchangé vers la fin de 2014, car la baisse des cours du pétrole a eu une incidence sur les revenus à l'échelle de l'économie. Le PIB nominal a présenté une hausse de 1,1 % au troisième trimestre, soit un résultat similaire à celui du premier semestre de l'année. La baisse des bénéfices des sociétés au dernier trimestre a limité la croissance des revenus, contrebalançant la hausse de 0,5 % des salaires et traitements.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a ralenti pour se situer à 0,5 % (d'un trimestre à l'autre) au dernier trimestre de 2014, soit moins de la moitié du taux de croissance enregistré au troisième trimestre (+1,2 %). Pendant que les dépenses de consommation connaissaient leur progression la plus forte en près de neuf ans (+1,1 %) en raison de l'augmentation de l'emploi, les investissements ont ralenti, les dépenses des administrations publiques ont connu un repli, et les exportations nettes en sont venues à restreindre la croissance. Pour l'ensemble de 2014, le PIB réel américain a progressé de 2,4 %, comparativement à 2,5 % au Canada. La croissance du PIB aux États-Unis a encore ralenti pour se situer à 0,1 % au premier trimestre de 2015[1] en raison d'une diminution de la consommation survenue au cours du déclin des exportations et de l'investissement en capital fixe.

1. Première estimation du PIB au T1, diffusée le 29 avril 2015 par le Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

La production de biens est moins élevée au début de 2015

La production dans le secteur des industries productrices de biens au Canada a augmenté au cours de trois des quatre derniers mois de 2014, soit en septembre et en octobre ainsi qu'à la fin de l'année. Les industries manufacturières ont présenté des volumes plus élevés lors des mois en question, et leur production en décembre atteignait son niveau le plus élevé depuis juillet 2008. Les hausses ont été observées à la fin de l'année parmi toutes ces industries, en particulier celles des véhicules automobiles et des machines. La production des industries de biens a fléchi au début de 2015 avec deux déclins consécutifs survenus au commencement de l'année. La production manufacturière a diminué en janvier et en février.

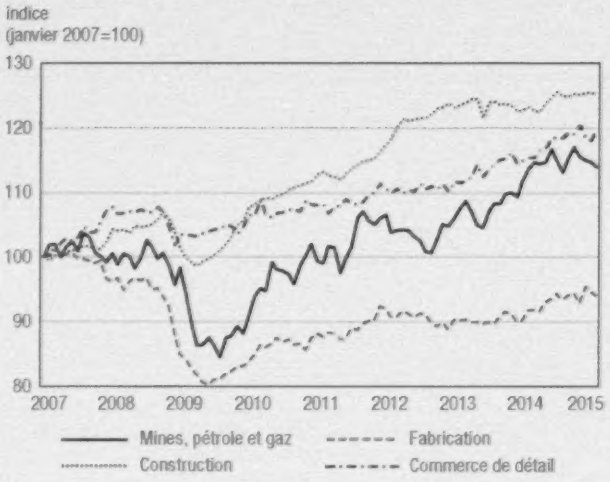
Les raffineries de pétrole ont vu leur production baisser lors de quatre des six derniers mois de 2014; il y a eu des baisses consécutives de juillet à septembre. En moyenne, la production mensuelle des raffineries de pétrole au second semestre était d'environ 2,9 % plus basse qu'au premier semestre. La production des raffineries de pétrole a diminué en janvier et en février.

Les industries de l'extraction de pétrole et de gaz ont accru leur production durant l'automne, avant de terminer l'année avec deux baisses mensuelles consécutives, l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques ayant décru. La production de pétrole par des méthodes non classiques a rebondi en janvier (+7,3 %), ce qui a contrebalancé les baisses de la fin de 2014. La production de pétrole par ces mêmes méthodes a augmenté de 2,0 % en février.

Les activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz ont fléchi d'un mois à l'autre de mai à septembre et, à la fin de 2014, elles se situaient à environ 13 % en deçà de leur niveau le plus élevé atteint durant l'année. Ces activités de soutien ont reculé de 10,8 % en janvier et de 15,4 % en février.

Au cours de 2014, la production réelle dans le secteur des biens a augmenté de 2,6 %, en hausse de 2,4 % par rapport à 2013. Les volumes de production dans les industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que de la fabrication ont augmenté plus rapidement en 2014, tandis que

Graphique 3
Produit intérieur brut selon certaines industries

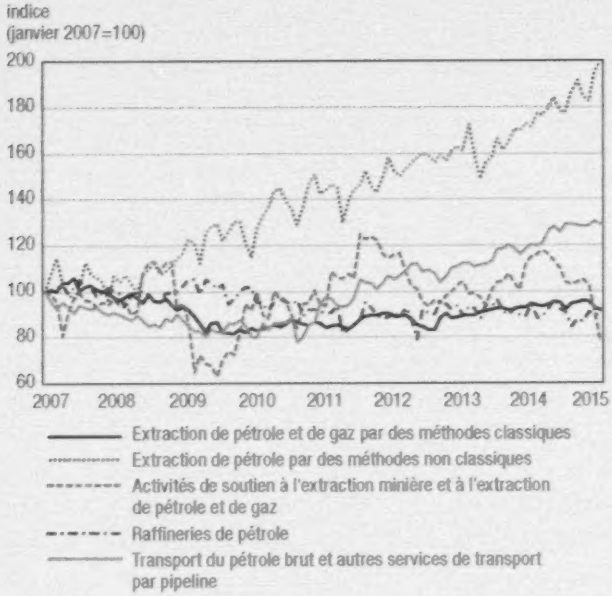


Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

la progression a ralenti dans les industries de la construction, des services publics ainsi que de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie. Au total, la production annuelle dans l'industrie de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a crû de 6,6 %, contre 3,9 % en 2013. De même, la production manufacturière, qui avait reculé de 0,3 % en 2013, a augmenté de 3,0 % en 2014.

La production des industries de services a connu une progression constante durant le second semestre de 2014, des hausses importantes ayant été notamment enregistrées dans les industries du commerce de gros et de la finance et des assurances. Les grossistes ont fortement contribué à la croissance en septembre et en décembre, d'abord en raison de la hausse des volumes de matériaux de construction et de véhicules automobiles. Les industries de la finance et des assurances ont présenté une progression constante de leur production pendant une bonne partie du second semestre de 2014.

Graphique 4
Produit intérieur brut selon certaines industries



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

Les services de transport liés à la production de pétrole brut ont augmenté au second semestre de 2014. Au chapitre des services de transport de pétrole brut par pipeline et des autres services de transport par pipeline, la production mensuelle moyenne a grimpé de 4,8 % au cours des six derniers mois de l'année. Les exportations de pétrole brut et de pentanes plus par pipeline ont également augmenté durant le second semestre. Les livraisons mensuelles nettes de pétrole brut et de pentanes plus par pipeline à des fins d'exportation ont été de 12,2 millions de mètres cubes en moyenne au cours de la période de six mois allant jusqu'en décembre, comparativement à 11,6 millions de mètres cubes en moyenne durant les six premiers mois de 2014[2].

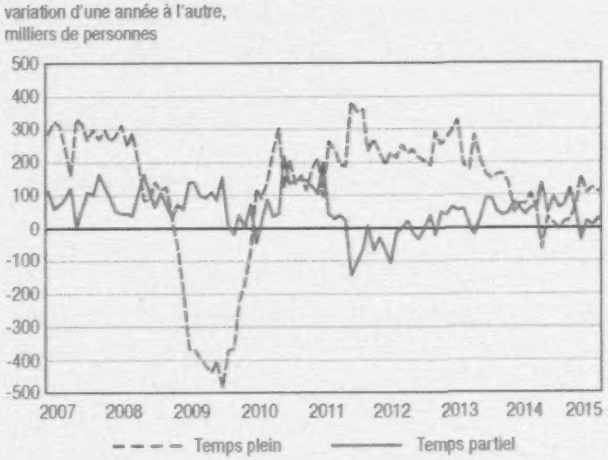
Dans l'ensemble, la production des industries de services en 2014 a augmenté de 2,3 %, comparativement à 2,0 % en 2013. Cette augmentation est attribuable à la progression constatée dans les industries du commerce de gros, du transport et du commerce de détail.

Progression de l'emploi à temps plein et de l'emploi chez les personnes appartenant au principal groupe d'âge actif en 2014

Si la croissance de l'emploi en 2014 a peu changé par rapport à l'année précédente, il y a eu une hausse à la fois du travail à temps plein et de l'emploi chez les personnes appartenant au principal groupe d'âge actif en 2014, en raison des gains du second semestre de l'année.

L'emploi à temps plein a crû de 158 000 durant l'année, comparativement à 46 000 en 2013. Il y a eu une augmentation de 63 000 emplois chez les travailleurs appartenant au principal groupe d'âge actif, ce qui a contrebalancé une baisse équivalente au cours de l'année précédente. Le nombre de salariés, à l'exclusion des travailleurs autonomes, qui était demeuré stable au premier semestre de 2014, a progressé au second semestre.

Graphique 5
Emploi par classe

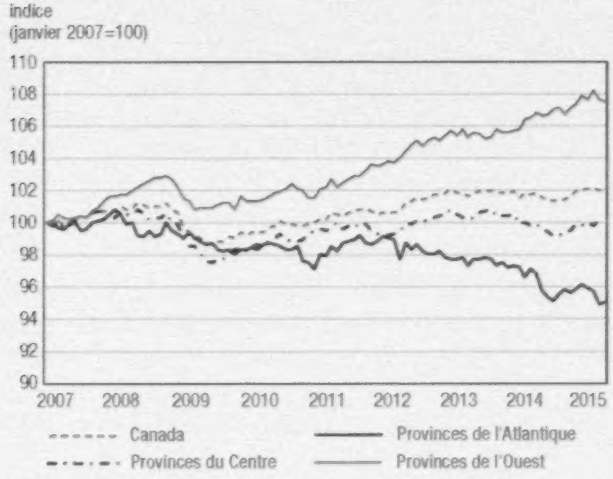


Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

Les trois quarts environ de la croissance de l'emploi en 2014 sont liés aux industries de services, notamment les industries des soins de santé et de l'assistance sociale, et celui des services d'enseignement. Dans le cas des industries productrices de biens, il y a eu une croissance de l'emploi dans l'industrie de la construction, tandis que la situation a peu changé dans l'industrie de la fabrication et dans celle de l'extraction de ressources naturelles.

2. Veuillez prendre en note que ces données sur les exportations de pétrole brut par pipeline ne sont pas désaisonnalisées. Tous les changements d'année en année dans les livraisons nettes mensuelles en vue de l'exportation au second semestre de 2014 sont positifs. Consultez le tableau CANSIM 133-0003.

Graphique 6
Emploi par région, travailleurs du principal groupe d'âge actif



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

La plus grande partie de la hausse nette de l'emploi en 2014 est survenue dans l'Ouest canadien; ainsi, environ la moitié de l'augmentation d'une année à l'autre en décembre se situait en Alberta. Il y a eu une hausse de l'emploi à la fois en Ontario et en Alberta durant le second semestre de l'année. Il y a eu une progression de l'emploi dans les industries productrices de biens vers la fin de 2014, mais cette progression a eu lieu à l'extérieur des industries de la fabrication et de l'extraction de ressources naturelles.

Le taux d'emploi global (soit le nombre de personnes occupées en proportion de la population en âge de travailler) a peu changé en 2014; ce taux oscille entre 61 % et 62 % depuis la récession de 2008-2009. Le taux d'emploi chez les personnes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans) à la fin de l'année était de 81,5 %, taux légèrement plus élevé que celui enregistré en décembre 2013 (81,3 %). Ce taux a diminué au cours du premier semestre de 2014, descendant à 80,9 % en juin, avant d'augmenter grâce à la progression de l'emploi plus tard durant l'année.

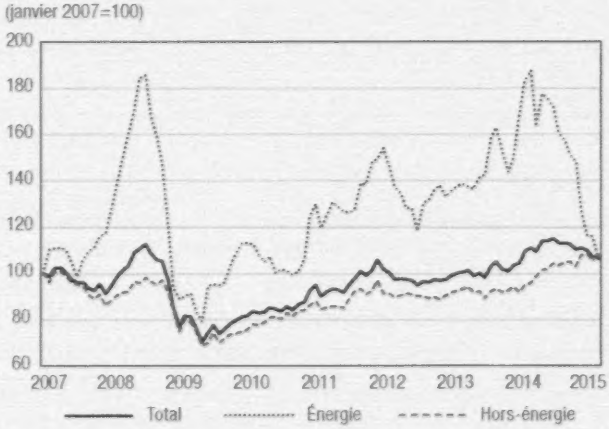
À l'échelon provincial, le taux d'emploi chez les personnes du principal groupe d'âge actif à la fin de l'année allait de 76,4 % à Terre-Neuve-et-Labrador à 85 % en Saskatchewan. La croissance de l'emploi chez les travailleurs d'âge moyen a été beaucoup plus importante dans l'ouest du Canada ces dernières années.

L'emploi a crû de 63 000 au premier trimestre de 2015, la totalité de la croissance ayant été attribuable au travail à temps partiel. Les femmes et les personnes âgées de 55 ans et plus ont été à l'origine de la hausse trimestrielle. L'emploi dans le secteur privé était inchangé, tandis que l'emploi dans les industries productrices de biens a régressé de 31 000. Les gains étaient concentrés dans les industries de l'enseignement et des soins de santé. Parmi les provinces, l'emploi a crû au Québec (+38 000), alors qu'il a peu varié en Ontario (+17 000) et en Alberta au premier trimestre.

Des déficits commerciaux sont survenus vers la fin de 2014 en raison de la baisse des exportations énergétiques

Les excédents mensuels qui se sont succédé de février à septembre au Canada ont été suivis de déficits commerciaux pendant les trois derniers mois de 2014. Au chapitre des marchandises, les importations ont été de 2,4 milliard de dollars supérieures aux exportations au quatrième trimestre, l'excédent lié aux produits énergétiques se chiffrant à 17,8 milliards de dollars, contre 20,8 milliards de dollars au troisième trimestre. L'excédent commercial annuel du Canada en 2014 a totalisé 4,6 milliards de dollars, ce qui faisait suite à un déficit de 7,2 milliards de dollars en 2013. Cette amélioration de la balance commerciale annuelle a été soutenue par l'augmentation des excédents au chapitre de l'énergie vers le début de l'année.

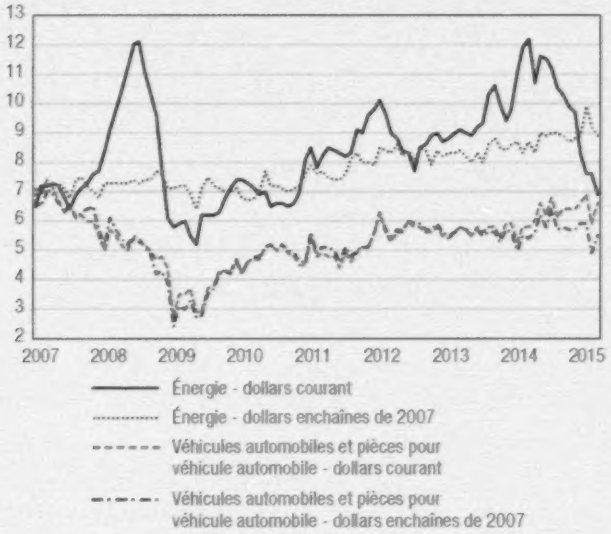
Graphique 7
Croissance des exportation de marchandises par produit



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 228-0059.

Les exportations énergétiques mensuelles ont diminué nettement au cours du second semestre de 2014, du fait de la baisse des prix. À la fin de l'année, elles se chiffraient à 8,3 milliards de dollars, ce qui représentait une baisse de 27 % par rapport à juin. Mesurées en volume (en dollars enchaînés de 2007), les exportations énergétiques à la fin de l'année s'élevaient à 8,9 milliards de dollars, soit un niveau équivalent à celui observé en juin.

Graphique 8
Exportations de marchandises, certains produits



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 228-0059 et 228-0061.

Les exportations de produits non énergétiques ont progressé de façon constante au cours de 2014, sous l'impulsion de la hausse des volumes de véhicules automobiles au printemps et au début de l'été, puis de nouveaux vers la fin de l'année[3]. Les exportations totales de véhicules automobiles et de leurs pièces au second semestre de l'année ont totalisé 38,7 milliards de dollars, en hausse par rapport à 35,9 milliards de dollars de janvier à juin. Les exportations de métaux et de produits minéraux non métalliques ont également augmenté au second semestre.

Les exportations mensuelles ont reculé de 1,4 % en janvier 2015, en raison de baisses à la fois des produits énergétiques (-8,8 %) que des métaux et des produits minéraux non métalliques (-8,9 %). Le déficit commercial en janvier a atteint 1,8 milliard de dollars, comparativement à 1,2 milliard de dollars en décembre. En raison des prix à l'exportation réduits au second semestre, les termes de l'échange se sont détériorés, atteignant, en janvier 2015, leur niveau le plus bas en cinq ans.

L'économie a enregistré son cinquième déficit mensuel consécutif en février, du fait de la diminution progressive des exportations énergétiques (-0,2 %). Le déficit commercial est passé de 2,2 milliards de dollars en février à 3,0 milliards de dollars en mars, en raison de la baisse de 8,9 % des exportations énergétiques.

Les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale ont soutenu les ventes des fabricants au second semestre de 2014

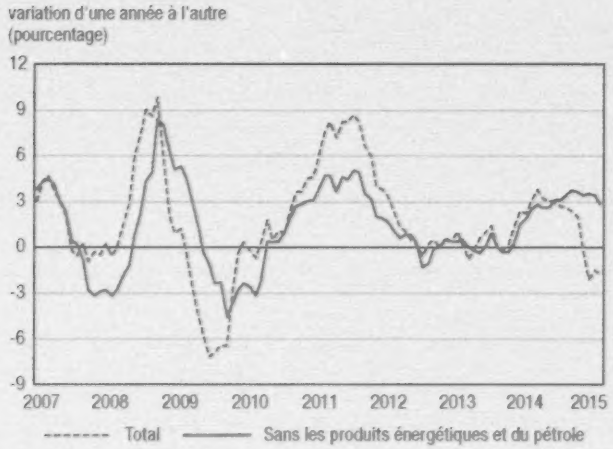
Les ventes des fabricants ont grimpé de 2,5 % durant le second semestre de 2014, du fait de la hausse des expéditions de biens durables. La croissance a été alimentée d'abord par la hausse des ventes de matériel de transport et de métaux de première transformation. Les expéditions des fabricants de véhicules automobiles ont pour leur part augmenté de 9,5 % au second semestre, de fortes hausses ayant été enregistrées en juillet et en décembre. Les ventes de produits aérospatiaux et de leurs pièces ont progressé de 11,2 %, puisqu'elles ont pris de la vigueur vers la fin de l'année.

Les ventes de biens non durables ont diminué de 1,0 % au cours des six derniers mois de 2014, ce qui est attribuable à la baisse des ventes des industries des produits du pétrole et du charbon. Les ventes dans cette industrie ont diminué de 9,3 % au second semestre, présentant six baisses mensuelles consécutives. Les ventes des industries de produits chimiques ont enregistré une baisse d'août à novembre avant d'augmenter à la fin de l'année.

Les ventes des fabricants ont diminué au début de 2015, des baisses consécutives étant survenues en janvier (-3,0 %) et en février (-1,7 %). Les ventes plus faibles de produits du pétrole et du charbon, des métaux de première transformation et de produits du transport ont contribué à la baisse de janvier, alors que des expéditions moins élevées de véhicules automobiles et de produits aérospatiaux ont été à l'origine des ventes plus faibles des fabricants en février.

3. Tous les produits dont il est question dans cette section sont définis au niveau à deux chiffres du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord, sauf avis contraire.

Graphique 9
Indice des prix des produits industriels



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 329-0074.

La baisse des prix du pétrole brut a eu une incidence sur les prix des intrants de fabrication et sur les prix à la sortie de l'usine vers la fin de 2014. Mesurés d'une année à l'autre, les prix des produits industriels ont présenté une hausse de plus en plus lente au second semestre de 2014, en raison de la baisse des prix des produits énergétiques et des produits du pétrole. Au cours de la période de 12 mois se terminant en décembre, les prix des produits industriels ont reculé de 0,4 %, soit la première baisse annuelle de l'IPPI depuis octobre 2013, étant donné que les prix des produits énergétiques et des produits du pétrole ont diminué de 18,4 % d'une année à l'autre à la fin de l'année. En janvier 2015, les prix des produits industriels ont présenté une baisse de 2,1 % d'une année à l'autre, les prix des produits énergétiques et pétroliers ayant diminué (-29,1 %).

Les prix à la sortie de l'usine autres que ceux des produits énergétiques et des produits du pétrole se sont révélés plus résilients; de fait, ils se sont raffermis d'une année à l'autre au cours du second semestre de 2014. L'indice des prix des produits industriels hors énergie et pétrole a augmenté de 3,4 % au cours de la période de 12 mois s'étant terminée en décembre. Les prix de la viande, du poisson et des produits laitiers ont augmenté de façon importante depuis le printemps de 2014, la hausse se chiffrant à 10 % ou plus de juillet à décembre. Les prix des véhicules automobiles et récréatifs se sont également raffermis vers la fin de l'année et au début de 2015. Les prix des véhicules automobiles et récréatifs, mesurés d'un mois à l'autre, ont crû de 3,6 % en janvier, soit leur plus forte hausse mensuelle en plus de six ans.

Les prix à la sortie de l'usine, mesurés d'un mois à l'autre, ont augmenté de 1,8 % en février, surtout grâce à la hausse de 8,8 % enregistrée par les produits énergétiques et les produits du pétrole. La diminution d'une année à l'autre des prix des produits industriels a été plus faible en février, se situant à 1,5 %. Les prix à la sortie de l'usine ont diminué de 1,8 % d'année en année en mars.

Les ventes d'automobiles neuves enregistrent un record pour une deuxième année de suite

Les ventes au détail ont été stables ou ont reculé lors de quatre des six derniers mois de 2014, tandis que les recettes tirées de l'essence ont enregistré six baisses mensuelles consécutives. En décembre, les ventes d'essence avaient atteint leur point le plus bas depuis le début de 2011, et elles étaient de 13,3 % en deçà de leur niveau de juin.

La demande de véhicules automobiles a ralenti à la fin de l'année, mais des ventes soutenues plus tôt durant l'année ont porté à 1,9 million le nombre d'automobiles neuves vendues au cours de l'année, établissant un nouveau record pour une deuxième année de suite.

Si l'on exclut les véhicules automobiles et leurs pièces, les ventes au détail ont reculé chaque mois durant le second semestre, exception faite de novembre, où l'arrivée hâtive de l'hiver a alimenté la demande de vêtements et de chaussures.

Les dépenses au détail ont augmenté en Ontario et en Colombie-Britannique, tandis que les ventes en Alberta ont diminué lors de chacun des trois derniers mois de l'année.

Les ventes au détail ont fléchi de 1,4 % en janvier, après avoir reculé de 1,8 % à la fin de l'année. Des recettes tirées de l'essence moins élevées et des ventes plus faibles chez les concessionnaires de véhicules automobiles et de leurs pièces ont contribué à la baisse de janvier. Les dépenses dans les commerces de détail ont rebondi en février, en présentant une hausse de 1,7 % attribuable à des gains généralisés dans tous les sous-secteurs. Les ventes plus élevées dans les magasins de marchandises diverses, les stations-service et chez les concessionnaires d'automobiles ont soutenu la hausse. La croissance de février était principalement le fait de ventes plus élevées en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. Les ventes en Alberta ont également augmenté, à la suite de quatre baisses mensuelles consécutives.

Les mises en chantier se sont accélérées au second semestre avant de ralentir au début de la nouvelle année

Il y a eu une légère accélération des mises en chantier au second semestre de 2014, leur nombre s'étant chiffré à 191 200 par mois en moyenne (données désaisonnalisées aux taux annuels). Pour l'ensemble de l'année, le nombre de mises en chantier de logements familiaux a correspondu à la moyenne mensuelle enregistrée en 2013. Le nombre total de mises en chantier a baissé au début de 2015, s'établissant à 151 200 en février.

Les mises en chantier de maisons multifamiliales dans les régions urbaines ont ralenti vers la fin de l'année avant de reprendre en janvier, au point d'atteindre leur plus haut niveau en quatre mois en janvier 2015, grâce aux gains enregistrés en Ontario et en Alberta. Toutefois, en février, ces mises en chantier ont chuté de 26 %, descendant à leur niveau le plus bas en deux ans, principalement en raison d'un recul survenu en Ontario. Après avoir augmenté au milieu de l'année, la construction de maisons unifamiliales neuves dans les régions urbaines a aussi fléchi, et elle a continué de ralentir au début de la nouvelle année.

Les mises en chantier totales se sont raffermies en mars, ayant augmenté pour se situer à 189 700 après avoir présenté une diminution digne de mention en février. La hausse a été surtout attribuable à l'Ontario, les mises en chantier y ayant rebondi en mars pour s'établir à 62 700, après avoir reculé à 42 500 au cours du mois précédent. Les mises en chantier en Alberta et en Colombie-Britannique ont aussi progressé.

La valeur des permis de construction résidentielle est demeurée à peu près inchangée vers la fin de 2014 avant de fléchir en janvier puis d'augmenter légèrement en février 2015. Les prix des logements neufs, mesurés d'année en année, ont progressé de 1,7 % vers la fin de l'année avant de diminuer pour s'établir à 1,4 % en janvier et en février.

Les permis de construction ont diminué légèrement en février (-0,9 %), après avoir décru de 12,3 % en janvier. Les permis de construction non résidentielle ont fléchi de 5,4 %, les baisses présentées par les permis de construction commerciale et gouvernementale ayant été contrebalancées en partie par une hausse des permis de construction industrielle. Les permis de construction industrielle ont crû en Ontario à la suite de deux baisses considérables au cours des récents mois. Les permis de construction industrielle ont fléchi en Alberta, des diminutions se chiffrant à 10 % ou plus ayant été enregistrées au cours de trois des quatre derniers mois.

Le taux d'inflation publié a diminué vers la fin de 2014 en raison de la baisse des prix de l'essence

Le rythme de l'inflation s'est ralenti au second semestre de l'année, les prix à la consommation (avant désaisonnalisation) ayant présenté un recul de 1,1 % au cours de la période de six mois allant de juin à décembre. Le taux d'inflation publié fondé sur l'Indice d'ensemble des prix à la consommation est demeuré égal ou supérieur à 2 % d'avril à novembre avant de baisser à 1,5 % à la fin de l'année, la diminution des prix de l'essence ayant plus que contrebalancé les prix élevés des aliments. En janvier 2015, le taux d'inflation publié est descendu à 1,0 % et la variation annuelle des prix à la consommation hors essence s'est établie à 2,4 %. Le taux d'inflation publié est demeuré à 1,0 % en février, après avoir grimpé à 1,2 % au cours de la période de 12 mois allant jusqu'à mars, la contribution baissière des prix plus faibles de l'essence ayant perdu de la vigueur.

Graphique 10
Indice des prix à la consommation

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0020.

À la fin de l'année, l'indice de l'essence avait fléchi de 24,6 % par rapport à son sommet récent atteint six mois auparavant, et il avait encore diminué de 12,4 % d'un mois à l'autre en janvier 2015. À l'opposé, les prix des aliments ont connu une hausse constante, présentant, en janvier, leur plus forte progression d'une année à l'autre, soit 4,6 %, en plus de trois ans, grâce d'abord à l'augmentation des prix de la viande. Les coûts des intérêts hypothécaires ont continué d'atténuer l'inflation globale, atteignant leur point le plus bas en huit ans.

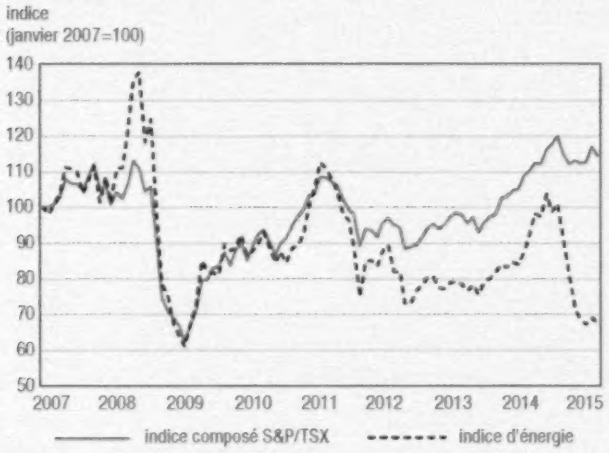
Les prix de l'essence, mesurés d'un mois à l'autre, ont augmenté de 9,4 % en février et de 6,3 % en mars.

Pour l'ensemble de 2014, le taux d'inflation publié a été en moyenne de 2,0 %, taux plus élevé que celui de 0,9 % en 2013.

Les cours boursiers ont fléchi en raison de la baisse des prix de l'énergie avant de remonter au début de 2015

Le cours des actions à Toronto (indice composé S&P/TSX) avait baissé de 6,4 % à la fin de l'année par rapport au sommet atteint en août, l'indice de l'énergie ayant dégringolé de 32 % en raison de la baisse marquée des prix du pétrole brut. En mars, l'indice global avait progressé de 1,8 %, grâce à un léger redressement des prix de l'énergie. Les indices de l'or et des matières premières ont présenté des baisses soutenues avant de rebondir au début de la nouvelle année. La hausse de 33 % de l'or en janvier 2015 a été la plus forte progression mensuelle depuis la fin de 2008. L'indice des métaux et minerais diversifiés a enregistré une baisse soutenue en raison de la diminution des prix de métaux comme le cuivre, l'aluminium et le minerai de fer, mais il a néanmoins présenté une hausse de 20 % en février, soit sa progression la plus élevée en 40 mois.

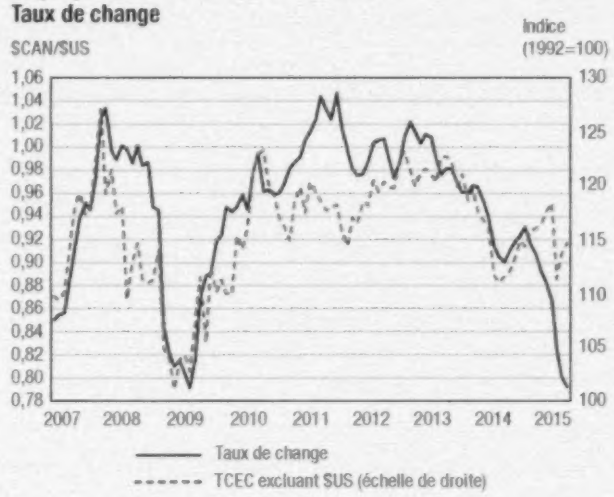
Graphique 11
TSX et l'indice de l'énergie



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0047.

Les instruments rattachés à la demande des consommateurs, ce qui inclut les biens de consommation de base et les indices facultatifs, ont connu une progression constante durant la deuxième moitié de 2014, contrebalançant les pressions à la baisse associées à l'énergie et aux métaux. Au total, l'indice TSX a augmenté de 0,3 % en janvier 2015 et de 3,8 % en février avant de diminuer de 2,2 % en mars.

Graphique 12
Taux de change



Notes : TCEC : indice de taux de change effectif du dollar canadien. Le taux $CAN/$US est fondé sur la moyenne du cours du comptant à midi. Le TCEC sans le $US est fondé sur les taux à la fin du mois.
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0064; et Banque du Canada.

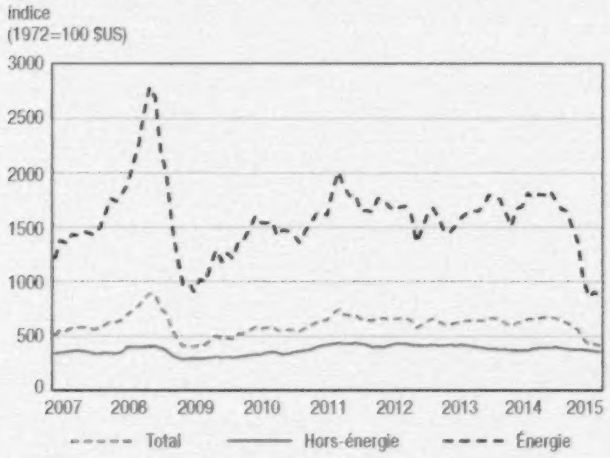
Le dollar canadien s'est déprécié par rapport à la devise américaine au cours du second semestre de 2014. Après le sommet récent de 93,1 cents atteint en juillet, sa valeur était descendue à 86,7 cents en décembre avant d'atteindre 79,2 cents en mars. Par contre, le dollar canadien s'est apprécié par rapport aux devises d'autres partenaires commerciaux importants au cours de 2014, avant de se déprécier au début de 2015.

Baisse généralisée des prix des marchandises

Il y a eu une baisse des prix des marchandises au cours de chacun des six derniers mois de 2014, et cela s'est poursuivi au début de la nouvelle année, ce qui a eu comme effet de contrebalancer les hausses survenues plus tôt en 2014. En janvier 2015, l'indice total des prix des marchandises présentait un recul de 38 % par rapport à son sommet de juin, et il se situait à son niveau le plus bas depuis le printemps de 2009. Ce recul a été entraîné d'abord par la baisse de 53 % des prix de l'énergie au cours de la même période, ce qui concordait avec le fléchissement marqué des cours mondiaux du pétrole brut. En février 2015, l'indice des prix des marchandises a augmenté de 1,5 %. Il demeure que la baisse de 35 % d'une année à l'autre est la plus marquée depuis juillet 2009.

Les prix des marchandises hors énergie ont présenté un recul de 9,4 % en février 2015 par rapport à leur sommet récent de juillet; de fait, la diminution des prix s'est étendue à chacun des principaux indices, ce qui inclut ceux des métaux et des minéraux, de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. L'indice des prix des marchandises a diminué de 3,1 % en mars.

Graphique 13
Indice des prix des marchandises



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0075.

Le ratio de la dette sur le marché du crédit au revenu disponible a atteint un niveau record vers la fin de 2014

La dette des ménages contractée sur le marché du crédit a atteint 1,82 billion de dollars au quatrième trimestre de 2014, comparativement à 1,80 billion au trimestre précédent[4]. Le ratio de la dette sur le marché du crédit au revenu disponible a atteint le chiffre record de 163,3 % au quatrième trimestre, contre 162,7 % au troisième, tandis que le ratio du service de la dette s'est maintenu à 6,8 % au cours de la même période.

La valeur des actifs des ménages est passée de 10,08 billions de dollars au troisième trimestre à 10,17 billions de dollars au quatrième. La valeur nette des ménages — c'est à dire les actifs moins les passifs — a atteint 8,32 billions de dollars au quatrième trimestre, en hausse par rapport au trimestre précédent (8,25 billions de dollars). La croissance de la valeur nette des ménages a ralenti pendant le deuxième semestre de 2014.

■

4. Les données ne sont pas désaisonnalisées.